

2002-2007 : le bilan économique du quinquennat Chirac

LExpansion.com 12 janvier 2007

A moins de cent jours de la présidentielle, LExpansion.com passe en revue les performances économiques et sociales des politiques menées depuis 2002.

A moins de cent jours de l'élection présidentielle, l'heure est forcément au bilan, n'en déplaise à un Jacques Chirac qui affirme préférer se tourner vers l'avenir. La France que va léguer le chef de l'Etat à son successeur ne ressemble pas à la France qu'il avait reconquise il y a cinq ans dans le consensus apparent du 5 mai. Taux de croissance du PIB en France (en %) Tout au long de ces années, le pays a connu une croissance chaotique : 1% et 1,1% seulement en 2002 et 2003, puis 2,3% en 2004, mais de nouveau un trop maigre 1,2% en 2005, avant de finir sur un rythme décevant de 2% l'année dernière. « La majorité est arrivée au pouvoir au point bas du cycle économique, explique Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques, ce qui explique les contre-performances du début du quinquennat ».

Heurté de plein fouet par l'éclatement de la bulle Internet, le deuxième mandat de Jacques Chirac a en effet très mal commencé, et son premier gouvernement, mené par Jean-Pierre Raffarin, a surtout essayé de limiter la casse.

Deficit public de la France (en milliards d'euros) A ce moment là, le déficit public explose : il passe de 48,8 milliards d'euros, soit 3,1% du PIB, fin 2002, à 66,6 milliards, soit 4,2%, un an plus tard. Même fin 2004, il reste très important, dépassant les 60 milliards et les 3,6% du PIB. Conséquence, la dette ne cesse d'augmenter : alors qu'elle était de 58,2% du PIB fin 2002, elle atteint les 64,4% fin 2004. Et le chômage, de son côté, gagne aussi du terrain pour culminer à 10% de la population active en décembre 2004 .

« On est alors dans un cercle vicieux, observe Michel Didier, de l'institut COE-Rexecode, car, politiquement, on ne peut pas baisser les dépenses alors que les recettes fiscales diminuent et que les allocations versées aux demandeurs d'emplois augmentent ». Pendant ces années, le gouvernement est pris en tenaille entre les injonctions de la Commission européenne qui lui impose de réduire les déficits, et la nécessité de renouer avec la croissance.

Taux de chômage en France (en %) Du coup, le PIB peine à décoller : il s'affiche certes en hausse de 2,3% fin 2004, le double de l'année précédente. Mais il faut dire que le contexte mondial était alors extrêmement favorable, puisque la croissance de la planète était supérieure à 5%. La France a alors du mal à profiter pleinement de ce phénomène.

Il opte donc pour une politique économique qui manque de lisibilité, comme l'explique Eric Heyer : « Le gouvernement n'a pas eu de réelle marge de manœuvre : il a fait une relance budgétaire, mais trop timide, sans l'assumer réellement. De plus, cette relance, faite majoritairement de baisses d'impôt à

destination des ménages les plus riches, a manqué d'efficacité, car elle a favorisé l'épargne plus que la consommation ».

Solde du commerce extérieur (en milliards d'euros)

Comme en témoigne la dégradation du commerce extérieur, passé d'un excédent de 5 milliards d'euros en 2002 à un déficit supérieur à 26 milliards en 2006, elle souffre encore d'un manque certain de compétitivité : la hausse de l'euro par rapport au dollar, la hausse du salaire minimum également, la pénalisent face à ses concurrents.

Toutefois, le cycle mondial permet d'améliorer progressivement la situation sur tous les fronts : le déficit se réduit, jusqu'à 2,2% du PIB fin 2006, la dette est en voie de stabilisation et le chômage se réduit très fortement, tombant à 8,6% de la population active. « Cette amélioration du marché de l'emploi n'est pas due à une amélioration de la conjoncture, tempère Michel Didier : elle résulte surtout du retour en grâce du traitement social du chômage ». Le gouvernement Villepin, nommé en juin 2005, a en effet amorcé un virage en matière de politique de l'emploi avec le plan Borloo, qui renoue avec les emplois aidés de l'ère Jospin.

Dette de la France (en milliards d'euros) De plus, la baisse du taux de chômage va de pair avec une hausse du nombre de RMISTes, due à un raccourcissement de la durée d'indemnisation, qui fait basculer plus vite les demandeurs d'emploi dans les minima sociaux. Si les indicateurs économiques marquent incontestablement un progrès à la veille de la présidentielle, la situation sociale du pays, elle, s'avère plus mitigée.

Or c'est elle qui risque surtout d'intéresser les Français, sensibles comme jamais à la situation du pouvoir d'achat et à la détresse des mal logés.